

N 2 4785
***La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne
dont le prolétariat est le creuset ! Karl Liebknecht***



CEDOC
FONS
VILAD

JEUNE GARDE

ORGANE DU COMITE INTERNATIONAL DE LIAISON
POUR LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

LA REVOLUTION PROLETARIENNE FRAPPE A LA PORTE
EN ESPAGNE: ELLE S'ANNONCE DANS TOUTE L'EUROPE !

POUR ABATTRE L'IMPERIALISME ET LE SOCIALISME !
POUR LES ETATS UNIS SOCIALISTES D'EUROPE !
CONSTRUISONS L'INTERNATIONALE
REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE !

17-18 MAI à Paris: Première Conférence internationale des
organisations et militants de tous les pays pour la construc-
tion de l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse

Bibli
I Hemeroteca General
CEDOC



Pour soutenir la révolution espagnole qui s'annonce, pour l'étendre à toute l'Europe...

CONSTRUISONS L'INTERNATIONALE REVOLUTIONNAIRE de la JEUNESSE !

La Cour Suprême franquiste à Madrid vient, il y a quelques jours, de réduire sensiblement les lourdes peines de prison qui pesaient sur Camacho et ses camarades, accusés d'être dirigeants des Commissions Ouvrières d'Espagne. La répression a été contrainte de reculer devant l'ampleur de la mobilisation des travailleurs et des jeunes qui, dans les quartiers, les usines et les universités, s'étendait d'un bout à l'autre du pays pour exiger la libération des "Dix de Carabanchel" et de tous les emprisonnés par la dictature. Cette mobilisation des masses, qui a entraîné à Madrid plus de 100.000 ouvriers et étudiants dans les manifestations et protestations contre le procès "1.001", fait suite à des puissantes luttes ouvrières et populaires. Pendant les derniers mois et semaines, on le sait, les Asturies, le Pays Basque, la Catalogne ont été la scène des plus importantes grèves et actions des masses contre le régime franquiste depuis 1.939.

La presse bourgeoise parle de "mauvaise social". Nul ne saurait cacher aujourd'hui cette réalité éclatante: le prolétariat, la jeunesse, les masses laborieuses d'Espagne, par leurs luttes incessantes, démontrent leur volonté profonde d'abattre la dictature fasciste de Franco.

Aucun euphémisme journalistique ne saurait le cacher: le régime franquiste aux abois se décompose sous les coups des travailleurs. Sa chute est imminente, il n'y a pas de remède.

La fin de "l'ouverture" d'Arias Evarro, manœuvre visant à regrouper les plus larges secteurs de la bourgeoisie derrière la dictature pour retarder son effondrement définitif, ayant échoué, l'isolement du régime apparaît au grand jour. Les arrestations d'officiers "progressistes" de l'armée, les 2.000 signatures d'officiers et militaires de différents rangs s'adressant à Franco pour demander l'annulation des emprisonnés politiques, expriment l'ébranlement du pilier même de la dictature.

Derrière la figure du dictateur ne restent que les forces de l'extrême-droite qui, dans l'affolement et l'hystérie anti-ouvrière la plus totale tentent de s'organiser pour porter un coup sanglant contre le mouvement ouvrier. Incapables de trouver leur propre issue à la crise mortelle du franquisme (comme le démontre l'échec de la tentative de Fraga Iribarne de constituer une "association politique" à gauche du régime), le reste des forces bourgeoises s'orientent, chaque jour davantage, vers le Front Populaire incarné par la "Junta Démocratique" du P.C.E. de Carrillo. Cependant l'ampleur de la mobilisation prolétarienne ne laisse à la bourgeoisie ni à l'appareil stalinien un seul instant de répit pour mener à terme leurs manœuvres.

Depuis sa constitution la "Junta Démocratique" n'a fait la moindre déclaration publique, tandis que la classe ouvrière entreprenait des mobilisations décisives, comme la grève générale du 11 Décembre au Pays Basque, contre la dictature.

La Bourgeoisie sait bien que le régime, malgré la répression la plus féroce des grèves et manifestations, ne peut plus contenir la montée de la classe ouvrière. Elle craint néanmoins la réaction des masses lors de la disparition du fascisme (qu'elles interpréteraient comme le résultat de leur combat) et qui mettrait en danger l'existence de l'Etat capitaliste en général. C'est bien pour cela que la bourgeoisie est paralysée malgré les efforts de Carrillo et tout l'appareil international du Kremlin pour la rassurer.

Par toute sa politique, le parti stalinien s'oppose à toute mobilisation ouvrière. Pendant leurs grandes luttes de cet automne et de janvier, les travailleurs ont rencontré dans l'activité du P.C.E. le principal obstacle pour les contraindre, pour les transformer en un puissant mouvement politique de masses capable d'abattre la dictature, pour arriver à la Grève Générale.

Ainsi, tandis qu'il multipliait ses appels à l'Eglise, aux militaires et ex-ministres franquistes pour constituer un gouvernement de "Réconciliation Nationale", le P.C.E. accusait les ouvriers basques qui faisaient la grève dans tout le pays d'"aventuriers". Ainsi le 15 Janvier à la SEAT de Barcelone, qui était à nouveau en lutte depuis le 2 Janvier, le P.C.E. imposait aux ouvriers le mot d'ordre "de rentrer à l'usine pour continuer la lutte dedans" abandonnant 400 travailleurs licenciés et brisant la grève dans l'entreprise, totalement contrôlée par la police. Cette politique du stalinisme, qui prolonge l'agonie du franquisme contre les masses laborieuses tout en préparant une solution bourgeoise de rechange à la chute inévitable du fascisme, trouve le soutien du parti social-démocrate (parti Socialiste Ouvrier Espagnol) et de tous les groupes et organisations centristes.

Le P.S.O.E., tout en critiquant la "Junta Démocratique" de Carrillo, se prononce pour l'instauration d'une République bourgeoise et se dispose à jouer le rôle "d'aile gauche" du Front Populaire.

Quant aux autres, maoïstes, nationalistes, pablistes, ils combinent les critiques à l'égard du P.C.E. et l'accord total avec ses propositions ("journées de lutte", etc) pour empêcher l'éclatement de la grève générale, ou encore par des appels au PC et au PSOE pour qu'ils prennent le pouvoir et réalisent les tâches que seuls les travailleurs sous la direction du parti révolutionnaire peuvent accomplir.

Oui, la révolution prolétarienne frappe à la porte en Espagne. Dans l'actuelle situation politique en Europe, où, à l'Est comme à l'Ouest, les masses laborieuses se mobilisent contre l'ordre des bourgeois et des bureaucrates, elle déclenchera sûrement le processus révolutionnaire sur tout le continent.

La bourgeoisie impérialiste et la bureaucratie du Kremlin le savent. C'est pour cela que de Vladivostok à Genève en passant par Moscou, elles envoient leurs représentants se rencontrer, se mettre d'accord pour maintenir ensemble la "paix" et la "coexistence pacifique".

de toute la planète. Il s'agit de garantir le "paix" qui règne au Chili, la "coexistence" du peuple palestinien avec l'Etat d'Israël, la "sécurité européenne" de Giscard et de Franco, de l'Allemagne divisée, de Prague occupée par les chars du Kremlin.

C'est dans ce cadre que les manœuvres de la bourgeoisie et du stalinisme pour isoler le prolétariat espagnol de la classe ouvrière européenne et mondiale prennent toute leur signification. Pendant des semaines, la presse bourgeoise et celle de l'appareil stalinien ont fait le silence sur les luttes des travailleurs espagnols contre la dictature. Quand "l'Humanité" en parle (lors du procès de Camacho) elle le fait pour appeler les travailleurs français... à envoyer des télégrammes aux tribunaux franquistes demandant l'amnistie pour les emprisonnés politiques!

Le gouvernement de Lisbonne, dans lequel siègent le P.C.P. de Cunhal et le P.S. de Soares, a interdit à plusieurs reprises des manifestations de soutien à la lutte de la classe ouvrière espagnole pour abattre le franquisme au nom des "bonnes relations" avec la dictature!

L'Union de la Gauche en France et le Front Populaire au pouvoir au Portugal, traductions nationales de la collaboration internationale de la bureaucratie stalinienne avec l'impérialisme, préparent ainsi l'arrivée à Madrid de la "Junte Démocratique" contre la menace imminente de la révolution ouvrière.

Le combat que mène la LIGUE INTERNATIONALE DE RECONSTRUCTION DE LA IVÈME INTERNATIONALE à travers ses sections va résolument à l'encontre de ces manœuvres contre-révolutionnaires.

En Espagne, le Parti Ouvrier Révolutionnaire (section de la L.I.R.Q.I.) combat pour déclencher la Grève Générale pour abattre le franquisme par l'occupation des usines, l'élection des comités ouvriers et leur centralisation à l'échelle du pays pour organiser la classe ouvrière comme classe face à la bourgeoisie et son Etat et entraîner dans cette mobilisation les masses opprimées de la ville et de la campagne. Combattant en Catalogne, au Pays Basque, à Madrid, dans les grandes mobilisations du prolétariat et de la jeunesse, pour l'indépendance de classe du prolétariat face à la politique du stalinisme et du réformisme qui tentent de subordonner son combat aux intérêts des capitalistes, le P.O.R.E. lutte pour transformer la chute du franquisme en début de la révolution prolétarienne en Espagne. Contre le Front Populaire et la collaboration de classes, le P.O.R.E. ouvre la perspective du combat pour le Gouvernement Ouvrier - Paysan, issu de la mobilisation des masses laborieuses contre l'Etat capitaliste pour le détruire et instaurer le pouvoir des Conseils Ouvriers, dans la voie des Etats-Unis Socialistes d'Europe.

Les Jeunesses Révolutionnaires d'Espagne qui combattent aux côtés du P.O.R.E. jouent déjà un rôle de première importance dans cette bataille. Le 7 Janvier à Barcelone elles mobilisaient plus d'un millier d'étudiants en solidarité avec les ouvriers de la SEAT dans le centre de la ville autour du mot d'ordre du "Gouvernement Ouvrier". La même semaine, elles se mettaient, avec le P.O.R.E. à la tête d'une manifestation de plus de 10.000 travailleurs

qui reprenaient leurs mots d'ordre: "Abas la dictature", "Grève Générale", "Gouvernement Ouvrier".

Par centaines, dans les principaux centres industriels du pays, dans les Universités et les lycées, les Jeunesses Révolutionnaires mobilisent et organisent les jeunes ouvriers et étudiants. A partir de l'intervention dans les luttes de la jeunesse contre la répression franquiste, pour les droits des jeunes au travail et à la culture, contre les envois de soldats au Sahara, les Jeunesses révolutionnaires organisent activement pendant ces semaines décisives des rassemblements de jeunes travailleurs et d'étudiants pour les Etats Unis Socialistes d'Europe et la construction de l'INTERNATIONALE REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE.

Aujourd'hui, alors que la révolution s'approche à pas de géant, les Jeunesses Révolutionnaires, s'affirmant comme le principal levier de la construction du parti révolutionnaire dont le prolétariat a besoin pour se libérer. En France, la fraction L.I.R.Q.I. de l'Organisation Communiste Internationaliste mène parmi les travailleurs et la jeunesse, la campagne pour la libération des emprisonnés politiques espagnols, pour le soutien à la classe ouvrière d'Espagne dans son combat pour abattre Franco. Mais au contraire de tous les courants du mouvement ouvrier, pour nous il ne s'agit pas d'une lutte "internationaliste" ou d'une campagne de "solidarité morale" avec les victimes du franquisme. Dans des conditions différentes, le combat des travailleurs espagnols et celui des ouvriers et des jeunes de France est le même: la lutte solidaire des travailleurs et jeunes de France avec le prolétariat espagnol se confond avec le combat pour la grève générale en France pour abattre le gouvernement Giscard, pour le gouvernement Ouvrier-Paysan. Actuellement, dans cette situation critique, où les luttes de Renault et d'Usinor peuvent déclencher la grève générale, ce combat prend toute sa signification internationale. Car, si la révolution commence par l'Espagne, c'est surtout en France, par la force et les traditions de sa classe ouvrière que se jouera son destin. Et c'est dans ce cadre que la fraction LIRQI de l'O.C.I. engage la lutte pour la mobilisation et l'organisation de la jeunesse ouvrière de ses usines, bastions du prolétariat français, à travers la construction de l'Organisation Révolutionnaire de la Jeunesse et déjà, la proclamation du C.J.R. de Renault est le premier pas dans cette voie. Elle doit être le pilier fondamental de la construction de l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse et de la reconstruction de la IVème Internationale. C'est le même combat que mènent les sections de la Ligue Internationale dans les pays de l'Est pour la révolution politique contre la domination de la bureaucratie stalinienne. C'est ce combat que mène la Ligue Ouvrière Révolutionnaire parmi les travailleurs et la jeunesse de Suède, celui de l'Organisation Trotskyiste des U.S.A. (Organisation sympathisante de la L.I.R.Q.I.). C'est le combat que mène à l'Est comme à l'Ouest la IVème Internationale pour sa reconstruction: la préparation consciente de la révo-

lution prolétarienne.

la bataille pour entraîner dans ce combat la jeunesse ouvrière à travers la construction de l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse constitue le principal axe de toute l'activité politique de la Ligue Internationale et de ses sections. Car la IVème Internationale, pour sa reconstruction et pour conquérir la direction de la classe ouvrière doit gagner d'abord, dans la lutte, celle de sa jeunesse.

Dans ce sens, la Ligue Internationale convoque et prépare par toute cette activité, une 1ère Conférence Internationale d'organisations révolutionnaires de la jeunesse, jeunes et militants de tous les pays, les **17-18 Mai** à Paris autour du mot d'ordre de la mobilisation internationale de la jeunesse ouvrière contre l'impérialisme et la bureaucratie Stalinienne, pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe, pour la construction de l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse et le parti mondial de la Révolution Proletarienne.

L'objectif de cette Conférence est de regrouper autour du Comité International de Liaison pour la construction de l'I.R.J., mis sur pied par la Ligue Internationale, toutes les forces, militants et organisations, prêts à engager avec elle, par la mobilisation et l'organisation de la jeunesse révolutionnaire autour de ces objectifs, la préparation militante du Rassemblement de Berlin, qui doit proclamer l'I.R.J. en Juillet 1975.

Dans l'actuelle situation politique, où révolution et contre-révolution vont s'affronter sur l'arène internationale de la lutte des classes, la première tâche révolutionnaire, c'est de construire le parti international des travailleurs, la IVème étant la seule capable d'arracher au stalinisme et au réformisme la direction de la classe ouvrière mondiale et l'amener au pouvoir de ses Conseils.

La jeunesse combattante, la jeunesse qui se révolte dans les usines, les universités et les usines contre cette société d'exploitation et de misère qui veut lutter pour un monde nouveau, doit occuper sa place dans ce combat de la classe ouvrière pour son émancipation.

C'est la place que lui offre la Ligue Internationale pour mobiliser, pour rassembler la jeunesse sous le drapeau du socialisme par la construction de l'Internationale Révolutionnaire de la jeunesse.

Par ce combat, la jeunesse sera la flamme de la révolution prolétarienne qui s'annonce en Espagne, qui est en train d'embraser toute l'Europe.

GERARD LAFONT

Paris, Février 1975

SOMMAIRE

CONSTRUISSONS L'INTERNATIONALE REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE	p. 1
RENAULT : LA MARCHÉ VERS LA GREVE GENERALE	p. 4
LA RECONSTRUCTION DE LA IVème INTERNATIONALE EN ALLEMAGNE ET LA PLACE DE L'I.R.J	p. 7
OÙ VA LE PORTUGAL ?	p. 12
LETTER DU COMITE DE LIAISON AUX JEUNESSES SOCIALISTES DE SUÈDE	p. 15

Directeur de la Publication

J.L LESFARGUES

Imprimerie spéciale de l'Editeur

Adressez la correspondance

B.P 23

60100 NOGENT s/OISE

ABONNEZ-VOUS !

- 6 numéros (1an) 10F

pli clos 15F

paraît tous les deux mois

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Réglement par chèque ou mandat-carte

à M. VILLA - C.C.P 33.851.13 La Source

RENAULT : la marche vers la grève générale !

Renault, 100.000 travailleurs dans une dizaine d'usines, première entreprise de France. Depuis la grève de 1947, chaque mobilisation des ouvriers de Renault, entreprise nationalisée, met directement le gouvernement en danger. Aujourd'hui, atteinte par la crise mondiale particulièrement aiguë dans l'industrie automobile, Renault, "la forteresse ouvrière" de France, est en mouvement. Après la grève des postiers, ce mouvement est le plus important dans la marche à la grève générale qui abattra le gouvernement Giscard. Les diverses tentatives de le briser n'ont pas réussi. C'est un tournant pour la classe ouvrière en France qui est amorcé. La tâche des révolutionnaires est d'appuyer cette mobilisation en lui donnant des perspectives claires d'organisation et de développement.

LA MOBILISATION.

Depuis plus d'un mois, des débrayages ont commencé au Mans, à Sandouville, épars et limités. Le silence de la presse ne fut rompu, très timidement, que par le déclenchement de la grève de 400 caristes et manutentionnaires le 11 février, qui donnait tout de suite une perspective unifiante à la lutte des travailleurs de la Régie par le mot d'ordre : A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL.

Cette unification ne s'est pas faite.

La direction de la Régie et le gouvernement, conscients du danger, reculèrent immédiatement, partiellement toutefois en acceptant de donner le maxi à tous les ouvriers d'une même catégorie, sans supprimer les sous-catégories comme le demandaient les travailleurs.

Après la reprise des caristes, différents mouvements de grève (département 77-38 et O.S. des chaînes) ont été déclenchés, qui ont obtenu des succès partiels, mais sont restés isolés. Dans toutes les usines, les débrayages se sont multipliés, de manière éparse et disloquée. Mais, la semaine dernière la combativité des travailleurs, dont la direction espérait qu'elle serait efficacement freinée par les directions syndicales s'est indéniablement amplifiée. 250 débrayages de plus cette semaine-là, pour 150 pendant les 3 semaines précédentes. Tous les regards se tournent alors vers RENAULT : pour la Direction de la Régie et les directions syndicales, il faut changer de tactique pour éviter la grève générale de la Régie.

LA DIRECTION DE LA REGIE :

Consciente de l'enjeu, elle court au tout début du mouvement Matignon prendre des instructions.

D'abord, elle tente d'enrayer le mouvement déclenché par les caristes et manutentionnaires, en leur accordant quelques miettes, qui, même étendues aux autres catégories, restent des miettes.

L'insuffisance de ces mesures pour les ouvriers de la Régie est manifeste. La mobilisation s'accroît malgré la déclaration de la direction de la CGT selon laquelle le travail a repris "dans l'enthousiasme". La direction de la Régie s'en remet alors aux directions syndicales pour freiner le mouvement, gardant un silence complet devant les revendications ouvrières, silence entrecoupé de déclarations signifiant qu'elle ne "peut" rien céder, et vaguement menaçante.

Mais, la dernière semaine, il est évident que les consignes des directions syndicales sont insuffisantes pour freiner le mouvement, qui s'affirme de plus en plus, et tend à s'unifier malgré les obstacles dressés sur son chemin. La

Direction F.O., après avoir signé l'accord sur les conditions de travail il y a 1 mois, manifeste ouvertement qu'elle veut jouer le rôle de conseiller du gouvernement et non celui de défenseur des intérêts des travailleurs, y compris les adhérents F.O.

Commencent à circuler des rumeurs selon lesquelles une cellule du P.C. serait à l'origine de la grève des caristes (le Monde du 5/3/75); le gouvernement accuse le P.C. d'être "chef d'orchestre de l'agitation à Renault". Comme pendant la grève des postiers, le gouvernement n'a pas confiance dans la capacité du P.C.F. de contenir la mobilisation : il tente de l'intimider, il exige du PCF de jouer son rôle de garant de l'ordre social plus fermement. Il faut que le PCF, les directions syndicales stoppent la mobilisation très vite. L'annonce du licenciement de 17 ouvriers dont 3 délégués syndicaux témoigne de cette volonté de la direction et du gouvernement de briser la mobilisation des travailleurs. En même temps, le chômage technique est annoncé, sous prétexte que les débrayages paralysent la production. En réalité, c'est l'occasion à RENAULT d'annoncer, sous des dehors moins "arbitraires", les mesures qui sont prises actuellement dans toute l'industrie automobile (licenciements, réductions d'horaires, etc...). Dans la mesure où le PCF accepterait ses conditions, le gouvernement lui fait de nouveau des propositions de collaboration directe (invitation à l'Élysée). Bien entendu, cette pression sur le PCF, pour l'Union Sacrée, est accentuée par Mitterrand qui se déclare "très inquiet" pour la situation de la Régie, "car il y a un stock de 160.000 au lieu de 100.000"; mais apparemment moins pour la situation matérielle des 100.000 travailleurs de la Régie.

Ces tentatives du gouvernement, qui cherche à s'appuyer sur une fraction de la Direction du PCF favorable à l'Union Sacrée, et sur l'appui du PS dans cette perspective, sont directement antagonistes des pressions exercées par la classe ouvrière et la base du PCF pour une politique plus offensive. Chaque mobilisation ouvrière accentue ainsi la crise du PCF.

LES DIRECTIONS SYNDICALES :

Il est faux de dire que le PCF est à l'origine de la grève des caristes. Depuis le début, la direction du PCF qui dirige la CGT à RENAULT a une peur bleue de la mobilisation des ouvriers de RENAULT, car elle peut être le détonateur de la Grève Générale non seulement de la Régie, mais dans tout le pays, remettant en question, par

l'apparition des organes autonomes de la classe ouvrière, ses plans de collaboration de classe définis par le programme commun.

Le lundi 17, sur la base des aïettes accordées par la Direction, l'Humanité titrait en première page (pour la 1ère fois depuis le début du mouvement), et avant que les travailleurs se prononcent en Assemblées Générales : LA DIRECTION A CEDE, ce qui est un honteux mensonge (la suppression de la catégorie P1A n'a pas été obtenue par exemple). La direction CGI clairomnait ensuite que le travail avait "repris dans l'enthousiasme", tout en applaudissant la "position réaliste" de la direction de la Régie (Huma du 19/2) qui a étendu l'acquis des manutentionnaires à l'ensemble des O.S. et P1 A.

Mais, le mouvement continue à Flins, Sandouville et Billancourt.

La direction CGI des usines RENAULT publie alors un communiqué dans lequel elle préconise une tactique non pas de "harcèlement de la Direction" comme le prétend la L.C.R., mais de dislocation de la mobilisation :

- Luites par catégorie devant se modifier en permanence, "souplement".
- Appel "quand il le faut" (?) non à la lutte commune, mais à la "solidarité" des autres catégories.
- Luites devant coûter "le moins cher possible aux travailleurs", c'est-à-dire, des débrayages limités.

C'est ainsi que la direction CGI prétendait "retirer à la direction le prétexte au lock-out". Le communiqué se terminant par l'appel à la méfiance envers les groupes "gauchistes".

Au nom de cette "stratégie" visant à séparer les mouvements usine par usine et ateliers par ateliers, la direction CGI comme celle de laCFDT et de FO, s'opposent à la grève des départements 77 et 38, et des O.S. des chaînes, décidées démocratiquement en Assemblée Générale. A l'exigence des travailleurs envers elles de jouer leur rôle de soutien des intérêts des travailleurs, ces directions répondent en substance : "on est contre votre mouvement, mais si vous y allez on vous soutient". Voilà comment les bureaucrates défendent les intérêts des travailleurs! Il n'est pas étonnant que, convaincus qu'ils resteraient isolés, les travailleurs de ces départements aient arrêté leur grève. Et les pétitions vont succéder aux délégations, les débrayages dans certains ateliers aux "grèves de l'enthousiasme" dans d'autres ateliers. Mais, il n'y a pas de mobilisation. Comme en témoigne la multiplication des débrayages : les travailleurs tentent d'utiliser les consignes des directions pour lutter malgré tout.

Le P.C.F. implore tous les jours la Direction de négocier avant d'être débordé pour de bon.

C'est alors que celle-ci prend peur craignant de voir le PCF et les directions syndicales débordées, c'est-à-dire concrètement : que la grève unifiée soit décidée par les travailleurs, que des comités de grève soient élus (dès le 14 Février, "LE MONDE" exprimait cette crainte de la bourgeoisie, et se rassurant en affirmant qu'il n'y en aurait pas cette fois, "car la CGI et la CFDT jouent un rôle de modérateur", elle décide de passer à l'offensive, et par le lock-out, les réductions d'horaires, les atteintes provocatrices au droit de grève, contredit point par point la stratégie déclarée de la direction syndicale CGI qui dans le communiqué déjà cité du 20/2 déclarait qu'ainsi, la direction n'aurait plus aucun prétexte pour réagir de la

sorte. La direction annonce :

- lock-out pour le 10 Mars
- 17 licenciements, dont 3 délégués syndicaux
- réduction d'horaires pour 35.000 ouvriers de la Régie.

La direction de la Régie, le gouvernement expriment ainsi que même cette stratégie démobilisatrice est insuffisante.

Mais, la direction du PCF est prise encore une fois entre sa volonté de sauver l'état bourgeois et la pression de la classe ouvrière et de ses propres militants.

Sur le plan syndical, elle continue de répéter :

"RENAULT : pression accrue pour les négociations" sur le plan politique, et afin de répondre aux militants le PCF se montre, se présente comme "le Parti Révolutionnaire" y compris à RENAULT par des journées d'animation bloquant sans offrir évidemment aucune perspective de combat, si ce n'est celles du bureau CGI, qui n'ont pas changé : c'est encore la même tactique, les mêmes propositions d'action établies soi-disant pour ne pas permettre à la direction de prendre les mesures qu'elle a prises. Or, les provocations de la Direction sont dirigées vers l'ensemble des travailleurs de la Régie. Pourtant, les directions syndicales continuent d'affirmer que les 35.000 ouvriers dont les horaires sont réduits, doivent "souplement" engager des luites catégorielles, des débrayages limités, que le licenciement de 3 délégués syndicaux n'appelle pas une riposte d'ensemble (toucherait-il le droit de grève pour une seule catégorie?).



La bourgeoisie tente de recommencer l'opération contre les postiers avec l'aide des directions syndicales. Mais, il y a une différence essentielle avec le mouvement des postiers : le bilan même de la grève, dont les travailleurs savent qu'elle n'a pas abouti parce qu'elle est restée isolée, aussi bien du reste de la Fonction Publique, que de l'ensemble de la classe ouvrière.

Or, en même temps, différents mouvements d'envergure commencent dans la métallurgie : CITROEN, PEGEOT, SAVIEM, USINOR, etc... Les directions syndicales savent qu'elles ne pourront jouer la carte de l'isolement de la même manière. Déjà, la direction de la CFDT appelle

à une journée d'action commune à toutes les usines dans la Régie, et la direction CGI appelle à une journée d'action commune de toute la métallurgie. On pourrait parler à plus juste titre de journées communes de division CGI-CFDT.

QUELLE ORIENTATION DONNER A CE MOUVEMENT ?

Dès le déclenchement de la grève des caristes (voir la VÉRITÉ DES REVOLUTIONNAIRES N°2), qu'on ne pouvait séparer du refus de la Direction d'accorder les 15% au cours des négociations de Janvier, l'O.C.I-Fraction L.I.R.Q.I avançait les mots d'ordre :

- A TRAVAIL EGAL SALAIRE EGAL POUR TOUTE LA REGIE
- FAIRE RECULER LA DIRECTION SUR LES 15% REFUSES
- ECHELLE MOBILE DES SALAIRES

Pour décider de la marche à suivre, nous proposons que des A.G. soient convoqués atelier par atelier, puis au niveau des usines, préparées avec et dans les syndicats. Pour nous, la seule marche à suivre efficace était déjà la grève générale de la Régie, pour imposer ces revendications. De ce point de vue, aussi bien les revendications, les moyens et la marche à suivre nous opposent avec les travailleurs aux directions syndicales.

Prétendre comme l'a fait la clique LAMBERT-JUST à ce moment-là (I.O. N°692) que "les syndicats ont joué leur rôle" et revendiquer comme positive l'intervention, appuyant les syndicats, de ses militants à RENAULT est une pure trahison.

Aujourd'hui, outre ces revendications, les réductions d'horaire qui concernent 35.000 travailleurs (et demain beaucoup plus), les atteintes au droit de grève qui concernent toute la classe ouvrière - exprimées clairement par le chef du groupe parlementaire UDR qui veut que le gouvernement "revolit les structures du syndicalisme français" - impliquent d'ajouter les revendications :

- PAS UN SEUL LICENCIEMENT! LEVEE IMMEDIATE DES SANCTIONS!
- NON AUX ATTEINTES AUX LIBERTES DEMOCRATIQUES!
- ECHELLE MOBILE DES HEURES DE TRAVAIL!
- 100% DU SALAIRE!

et de toute évidence, c'est la riposte unie et offensive des ouvriers de la REGIE, par la grève générale de la REGIE, qui seule, peut faire reculer la Direction et le gouvernement. Telles sont les revendications unifiantes et de combat dont il faut imposer aux directions syndicales qu'elles les soutiennent.

Il se trouve, que par ces revendications, les ouvriers de RENAULT font la jonction immédiate avec les autres secteurs de la métallurgie, aussi bien dans l'automobile qu'ailleurs : les mêmes menaces pèsent sur les travailleurs d'USINOR à Dunkerque, Thionville et Montataire.

Ainsi, la grève générale de la métallurgie est une perspective immédiate.

C'est ainsi que se prépare effectivement la grève générale dans le pays.

Prétendre, comme le font les directions syndicales "que les travailleurs ne veulent pas mettre la REGIE sur la paille" par des actions qui paralysent la production, signifie vouloir priver les travailleurs de leurs moyens de lutte contre ce gouvernement qui les met, eux, sur la paille, et qui ne se gêne pas pour prendre 5 milliards d'impôt à la REGIE, entreprise nationalisée, pour renflouer par millions, les poches des PDG de CITROEN et PEUGEOT.

Certes, ni GISCARD, ni DREYFUS, ni les patrons ne voudront "renflouer" la REGIE après une grève générale. Mais la grève générale de la REGIE sera un pas décisif pour balayer cette racaille.

Le Gouvernement Ouvrier-Paysan, parce qu'il contrôlera et dirigera, par l'intermédiaire des organes indépendants de la classe ouvrière érigés dans la lutte, saura quoi faire pour "renflouer" la REGIE sans spoler les travailleurs.

Claude LOUSSIANE

LISEZ, DIFFUSEZ,

LA PLATE-FORME DE COMBAT DE L'O.C.I FRACTION L.I.R.Q.I

**POUR LE CONGRES EXTRAORDINAIRE
TROTSKYSTE DE L'O.C.I !**

« LA QUATRIEME INTERNATIONALE » N°9

VIENT DE PARAÎTRE

Travailleurs, Jeunes, Militants,

**RECLAMEZ-LA auprès de
nos diffuseurs !**

en vente chez Maspero - Paris

LISEZ, DIFFUSEZ,

LA VERITE
DES REVOLUTIONNAIRES

CEDOC

La reconstruction de la IVème Internationale en Allemagne et la place de l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse

par F. WHALTER

Une situation où le prolétariat à l'échelle internationale a repris l'initiative contre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin. La solution de la crise de la IVème Internationale liée à la lutte pour sa construction comme la nouvelle direction révolutionnaire de la classe ouvrière face au stalinisme et la social-démocratie, est devenue la question clé. Non seulement cela est vrai aussi en Allemagne mais la classe ouvrière allemande a une place particulière dans la révolution mondiale et, donc, dans la construction de sa direction prolétarienne.

Les récentes grèves des métaux en Allemagne font partie de la remontée du prolétariat de ce pays. Sa relative passivité pendant les années après la 2ème guerre mondiale était la conséquence des défaites les plus lourdes, par lesquelles la classe ouvrière la mieux organisée du monde a payé la trahison de la social-démocratie et du stalinisme à l'époque impérialiste.

Cette remontée n'est pas un phénomène "allemand", mais l'expression de la situation mondiale dans la lutte des classes, profondément changée depuis l'année 1956.

UNE PLACE DECISIVE DANS LA REVOLUTION EUROPEENNE

Au moment où toutes les forces de classe se préparent à l'éclatement de la révolution sur tout le continent, éclatant que préfigurent la révolution au Portugal et la chute imminente du franquisme en Espagne, la Ligue internationale donne toute son importance à la nécessité de reconstruire la IVème Internationale en Allemagne.

L'importance de la classe ouvrière allemande la plus forte en Europe, pour le sort de la révolution internationale est démontrée par l'histoire positivement, car c'est la classe ouvrière allemande qui a donné l'exemple pour le mouvement ouvrier mondial par sa lutte à l'époque du développement du capitalisme, l'époque de la construction des puissants syndicats et du parti social-démocrate. Mais aussi négativement : c'est principalement en Allemagne que l'écroulement de la social-démocratie, se tournant contre les travailleurs pour soutenir l'impérialisme allemand, a ouvert la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat international. La défaite de la révolution soviétique en Allemagne de 1923 dont la responsabilité incombait à la trahison des sociaux démocrates et à l'inexpérience du parti communiste allemand de la Troisième Internationale a ajourné la révolution mondiale et isolé le prolétariat soviétique, créant ainsi les conditions bureaucratiques du premier Etat ouvrier. La défaite sans combat de 1933 devant Hitler, grâce à la trahison des partis ouvriers a approfondi la crise de la direction révolutionnaire internationale du prolétariat par le passage de la Troisième Internationale sous la direction de la bureaucratie stalinienne, du côté de l'ordre bourgeois. Elle a ouvert la préparation de la 1ère guerre impérialiste mondiale. Et finalement, l'impérialisme et le stalinisme ont si bien compris l'importance de l'Allemagne dans le danger révolutionnaire qui les menaçait après la guerre qu'ils ont joint leurs forces, en 1944-45, pour écraser la classe ouvrière allemande par les bombardements au phosphore, puis l'occupation, la liquidation des organes de pouvoir des ouvriers qui se constituaient sur la ruine du nazisme, et la division de la classe ouvrière allemande en zones d'occupa-

tion. Ce deuxième écrasement du prolétariat en Allemagne était la condition nécessaire pour la stabilisation de l'ordre bourgeois dont les modalités avaient été décidées à Yalta.

Les conséquences de ces défaites, de cette division freinent encore le mouvement du prolétariat allemand. La "prospérité" de la bourgeoisie allemande, le "miracle allemand" des années 50 et 60 aujourd'hui terminés étaient fondés sur ces défaites, complétées par le renflouement du capitalisme en Allemagne par les USA après la guerre.

Mais à l'inverse, l'unité révolutionnaire de l'Allemagne qui est une nécessité vitale pour les travailleurs allemands, signifie aussi directement et concrètement la fusion de la révolution sociale, expropriant la bourgeoisie, avec la révolution politique contre la bureaucratie stalinienne. Le gouvernement ouvrier des conseils pour toute l'Allemagne est ainsi non seulement le seul but possible de la lutte des travailleurs des deux parties de l'Allemagne, mais aussi un mot d'ordre qui concentre le combat de la classe ouvrière pour les Etats Unis socialistes de l'Europe.

La bureaucratie n'a jamais pu faire passer dans la vie la fiction d'une "nation" et d'une économie purement est-allemandes. Elle a toujours été obligée de maintenir des relations économiques étroites avec la partie Ouest de l'Allemagne, même pendant la période de la "guerre froide". Dans le domaine économique, la "politique à l'Est" ne fait qu'intensifier ces relations dont le but pour la bourgeoisie est la pénétration du capital dans l'économie planifiée visant à détruire cette économie avec la complicité de la bureaucratie si possible ou contre elle. L'obligation pour la bureaucratie de s'engager de plus en plus dans cette politique qui sape les bases de son propre pouvoir montre le caractère monstrueux de la limitation des conquêtes socialistes à une partie de l'Allemagne. La division de l'Allemagne concentre là aussi d'une manière caricaturale la division de l'Europe. Celle-ci est la base même du pouvoir de la bureaucratie stalinienne et sera mortelle pour elle.

La classe ouvrière allemande n'a pas accepté non plus sa division. Les travailleurs de la partie Est l'ont prouvé en 1953. Le mot d'ordre et l'objectif pratique de leur insurrection, par laquelle a commencé le processus de la révolution politique contre la bureaucratie du Kremlin, était un véritable gouvernement ouvrier pour toute l'Allemagne. L'objectif n'a pas été atteint, malgré les tentatives des ouvriers de l'Allemagne de l'Est de soulever leurs camarades à l'Ouest, en raison de la faiblesse et de la crise de la seule organisation ouvrière qui l'ait inscrit dans sa politique : la IV^{ème} Internationale.

Pour empêcher la classe ouvrière de surmonter les défaites et reprendre son mouvement vers la révolution, la division du prolétariat en blocs Est et Ouest par le stalinisme et la division du travail entre le stalinisme et la social-démocratie ont joué en Allemagne un rôle qui concentre la politique de la contre-révolution dans toute l'Europe. La dictature policière que la bureaucratie stalinienne a instauré dans l'Allemagne occupée par ses armées a repoussé une grande partie du prolétariat allemand dans les bras de la social-démocratie comme représentants de la "démocratie". Cela est vrai non seulement pour les travailleurs de la République Fédérale, mais aussi pour ceux de la "République Démocratique" comme en témoigne l'accueil chaleureux que Brandt a rencontré à Erfurt.

Dans "la politique à l'Est" de Brandt, cette division du travail trouve sa continuation. Le rôle principal revient à la bureaucratie du Kremlin. Ayant livré la classe ouvrière allemande /ensemble avec la social-démocratie/ à Hitler, puis contribué à son isolement, son écrase-

ment par l'impérialisme anglo-américain sous le mot d'ordre de la "faute historique de tout le peuple allemand", la bureaucratie a renforcé l'influence de la social-démocratie, prolongé la vie de ce cadavre, survivant depuis 1914.

Dans les nouveaux accords avec l'impérialisme, destinés à remplacer le dispositif contre-révolutionnaire de Yalta que la lutte de la classe ouvrière a rendu caduque, la social-démocratie a un rôle important en vue duquel le Kremlin et ses partis la renforcent systématiquement. C'est un rôle dans la collaboration de classes, dans la préparation des Fronts populaires pour dresser un barrage à la révolution et maintenir le "statu quo" impérialiste. Mais c'est aussi un rôle important directement dans la politique de détente, de "sécurité et coopération européennes" contre la classe ouvrière internationale. C'est le rôle de représentant privilégié des intérêts de la bourgeoisie vis-à-vis de la bureaucratie dans la "détente" que le Kremlin fait jouer à la social-démocratie allemande, opposé à la fraction de la bourgeoisie qui voudrait atteindre les mêmes buts (expansion vers l'Est, restauration du capitalisme) par des moyens plus directs, sans passer par la bureaucratie. C'est aussi le rôle que voudrait jouer Mitterand en France, comme en témoignent ses visites assidues en URSS, mais le Kremlin lui préfère pour le moment Giscard d'Estaing. La place de la social-démocratie dans la lutte des classes à l'échelle internationale, et en Allemagne en particulier, ne se comprend que dans ce cadre de la stratégie du Kremlin forcé de remplir de plus en plus conséquemment son rôle de rempart contre la révolution et en aucun cas dans un cadre purement national et, moins encore, dans l'Allemagne de l'Ouest.

LES TRAVAILLEURS ALLEMANDS CHERCHENT LA IV^{ème} INTERNATIONALE... MAIS NE RENCONTRENT QUE DES CENTRISTES

Comme les autres capitalistes, les bourgeois allemands aussi sont obligés par la crise de leur système social de tenter de reprendre toutes les concessions qu'ils avaient dû faire aux ouvriers, de s'attaquer non seulement à leurs conquêtes, leur niveau de vie, par l'inflation, mais aussi à leur existence même, en les mettant de plus en plus nombreux à la rue, en créant une armée de chômeurs qui augmente de jour en jour. La social-démocratie au pouvoir, en tant que parti "ouvrier" traître est chargée de faire accepter cela aux travailleurs. Par sa politique de "cogestion", l'État bourgeois dirigé par la social-démocratie essaie d'enchaîner les syndicats au sort de l'entreprise capitaliste. Face à cette politique, les travailleurs et en particulier les jeunes se mobilisent même contre les syndicats officiels (grèves sauvages) et cherchent une alternative politique à la social-démocratie et au parti stalinien qui à l'Est opprime les travailleurs par une dictature policière et à l'Ouest soutient la social-démocratie avec des phrases "gauches" dans le cadre de la "coexistence pacifique" dictée par le Kremlin.

Si la social-démocratie peut apparaître encore et faussement comme une alternative pour une partie de la classe ouvrière en Allemagne de l'Est, et si le stalinisme (ou le centrisme) peut encore capter une petite partie des travailleurs qui, à l'Ouest de l'Allemagne cherchent une direction révolutionnaire, la raison en est que le courant authentiquement révolutionnaire est encore faible à l'échelle internationale et inexistant en Allema-

gne. Toutes les organisations et groupes se réclamant de la IV^{ème} internationale en Allemagne ont prouvé leur incapacité à remplir les tâches des révolutionnaires. La place politique du parti ouvrier révolutionnaire, section de la IV^{ème} internationale reste vide, et c'est cela le principal obstacle devant les travailleurs et jeunes qui cherchent la voie de la révolution.

Par contre les centristes, eux, se bousculent pour faire obstacle dans cette recherche. Il faut en rechercher la cause dans la crise de la IV^{ème} internationale de 1950-53 et ses prolongements. La base objective de cette crise était l'affaiblissement de la IV^{ème} internationale par la répression stalinienne, fasciste et "démocratique" qui a décimé les rangs de ses cadres. De ce point de vue, la section allemande de la IV^{ème} était particulièrement touchée. C'est aussi en Allemagne que le Secrétariat international de la IV^{ème} internationale, dirigé par Pablo, Frank et Mandel a définitivement prouvé le caractère de leur courant visant à liquider la IV^{ème} internationale par la capitulation devant le stalinisme. En effet, lors de l'insurrection des travailleurs en Allemagne de l'Est du 17 Juin 1953 ils ont trouvé des excuses pour justifier l'intervention des chars du Kremlin contre les ouvriers devenus des "provocateurs".

Quand le mouvement révolutionnaire mondial s'est exprimé en 1968 aussi en Allemagne à travers la lutte des étudiants, prélude à la mobilisation du prolétariat,

les pablistes ont tout fait pour renforcer les illusions sur "l'avant-garde étudiante" qui isole les étudiants en lutte de la classe ouvrière. En voulant transformer l'organisation étudiante large, le SDS, en "avant-garde" pour "réveiller le prolétariat" ils l'ont mis en opposition avec la classe ouvrière et ses méthodes de lutte, et en même temps lui ont fait abandonner le terrain de la défense des intérêts des étudiants. Cette politique, la même que celle des Krivine-Frank en France à la même époque, a mené à la dissolution pure et simple du SDS, comme elle a mené à la désorganisation et désorganisation d'une partie des étudiants français.

La faillite complète de la politique pabliste en Allemagne a causé une crise profonde dans leur groupe. Celle-ci fait partie de la crise de l'ensemble du "Secrétariat unifié" pabliste. Alors que le GIK, resté fidèle au

S. U. avec ses zigzags applique aujourd'hui une politique de soutien à la social-démocratie et au stalinisme sous couvert d'une "critique" de gauche, d'autres militants se sont engagés sur la voie d'un bilan.

Revenant vers le programme de transition, ils ont procédé à la critique du révisionisme pabliste-mandélien. Ils ont rejeté la théorie des "nouvelles avant-gardes" que les pablistes opposent dans leur politique à la construction du parti révolutionnaire de la classe ouvrière. Ils ont rompu aussi avec la justification "théorique" de Mandel pour le refus de construire la direction révolutionnaire du prolétariat : sa "théorie" du "néo-capitalisme" où les principales contradictions de l'impérialisme seraient abolies, et la classe ouvrière ne serait plus fondamentalement révolutionnaire car le capitalisme pourrait satisfaire à ses besoins.

POUR ROMPRE AVEC LE CENTRISME, REJOINDRE LA RECONSTRUCTION DE LA IVÈME INTERNATIONALE

Mais ce bilan n'a pas été tiré jusqu'au bout. Et sans qu'il le soit, l'organisation de ces camarades le Spartacusbund ne peut que jouer elle aussi le rôle d'un obstacle centrisme à la construction du parti révolutionnaire allemand, section de la IVème Internationale.

Le caractère centrisme de cette organisation s'exprime par un dénominateur commun de toute sa politique, malgré des efforts réels pour exprimer consciemment les objectifs révolutionnaires de la classe. Ce dénominateur commun est l'étroitesse nationale.

En partant d'une analyse fondamentalement nationale, donc impressionniste, de la lutte des classes, ces camarades considèrent la puissance de la social-démocratie en Allemagne /et dans d'autres pays de l'Europe/ comme un phénomène en soi. Au lieu de dévoiler devant les travailleurs allemands la "coexistence pacifique" de la bureaucratie du Krenlin avec l'impérialisme, et partir de la lutte contre cette "coexistence" et "sécurité européenne" comme axe de la lutte contre la social-démocratie, ils en arrivent à reprocher aux partis stalinien de "capituler" devant la social-démocratie, dans le cadre des fronts populaires. A cette appréciation erronée qui obscurcit totalement le rôle de la bureaucratie du Krenlin comme principal rempart de l'ordre bourgeois, est liée la tendance de considérer sa politique comme du "centrisme bureaucratique", donc à gauche de la social-démocratie. Bien au contraire, il faut expliquer aux travailleurs le rôle totalement contre révolutionnaire de l'appareil stalinien international.

L'expression la plus aigüe de cette étroitesse nationale est la politique de construction d'une organisation révolutionnaire dans l'Allemagne de l'Ouest seulement. Il s'agit non seulement d'une pratique limitée au territoire de la RFA, mais avant tout d'une politique axée uniquement sur l'Allemagne de l'Ouest. Ainsi l'orientation du Spartacusbund est de proposer aux travailleurs la constitution d'un "parti communiste", section de la IVème Internationale en portant seulement de la nécessité de constituer une alternative à la social-démocratie /et au parti stalinien ouest allemand, parcequ'il "capitule devant elle"/ en Allemagne de l'Ouest, uniquement. L'Internationale reste une perspective, même entre l'Allemagne de l'Ouest et de l'Est.

D'ailleurs, le document "Lignes fondamentales de la politique du Spartacusbund", édité en Novembre 1974, dit clairement:

"Nous sommes conscients que la limitation au cadre national correspond au stade où se trouve l'organisation et que c'est justement la tâche de la période qui vient de rompre ces barrières." C'est d'une franchise exemplaire, mais cela ne résout rien, car la seule manière de rompre les barrières nationales qui soit envisagée est théorique, "notre stratégie internationale".

En fait, les barrières ne sont à chercher ni dans le stade de développement organisationnel du groupe, ni dans le stade d'élaboration théorique qui paraît encore insuffisants. Elle réside dans le point de départ de toute la politique du Spartacusbund:

"La pratique internationale que nous entreprendrons ne se limitera pas à une discussion abstraite théorique avec les tendances trotskystes à l'étranger; elle partira d'une évaluation des centres actuels des luttes de classe dans le monde et en établira les tendances réellement opérantes et importantes de la classe ouvrière. Ici, le Spartacusbund prend pour point de départ qu'aucune des tendances trotskystes qui existent à l'échelle internationale ne peut prétendre incarner d'ores et déjà la IVème Internationale ou même son noyau à partir duquel pourrait se développer le parti mondial du prolétariat. Ce n'est que par la délimitation théorique et pratique avec les tendances essentielles qui existent que nous ferons les pas définitifs pour la reconstruction de la IVème Internationale..."

La "délimitation théorique et pratique" est complètement court-circuitée déjà par le "point de départ" qui renvoie dos à dos les liquidateurs pablistes de la IVème Internationale et le Comité International de la IVème Internationale, qui a maintenu sa continuité parce qu'ils ont "tous les deux fait des erreurs". Cette démarche impressionniste est nettement un héritage du pabliste. Elle escamote entièrement le contenu de la crise de la IVème Internationale, de la lutte qui opposait et continue à opposer ceux qui ont capitulé devant la pression du stalinisme, les pablistes, et ceux qui se sont organisés pour la défense de la IVème Interna-

tionale et de son programme et par là ont assumé la continuité : le Comité International. Une appréciation marxiste de l'histoire, qui est celle de la lutte des classes même et surtout à l'intérieur de la IVème Internationale, doit partir de ce contenu fondamental de la crise. Ce n'est que de ce point de vue qu'on peut critiquer valablement les faiblesses et les erreurs du Comité International et analyser leurs racines. C'est cela la base de la délimitation théorique et pratique, que la Ligue Internationale a faite elle-même, que les camarades qui se dégagent de la crise du pablisme, du stalinisme et de la social-démocratie doivent faire en rejoignant la lutte pour la reconstruction de la IVème Internationale par la préparation de la IVème conférence Internationale ouverte.

La racine, aussi bien théorique que pratique de l'étroitesse nationale du Spartacusbund est dans le refus de renouer avec la continuité de la IVème Internationale. En effet, la seule continuité possible de l'Internationale est celle du centre révolutionnaire international. C'est ce centre que les bolchéviks-léninistes ont fondé en 1933 et non un programme avec des organisations purement nationales. Le Comité International par sa lutte a été ce centre jusqu'à sa dissolution par les nouveaux liquidateurs. La Ligue Internationale le continue tout en dépassant son fédéralisme, en se constituant comme parti international qui applique le programme de la IVème Internationale y compris le centralisme démocratique dans la lutte pour résoudre sa crise.

S'il y a eu "dégénérescence" de la IVème Internationale, comme l'affirme le texte du Spartacusbund en passant (1), alors il faut une Vème Internationale. Evidemment, cette conséquence de leur propre position est inacceptable pour des gens qui veulent rester "trotskystes". Alors ils préfèrent tomber dans un idéalisme pur allant de pair avec la conception nationale de la construction de l'Internationale. D'une part la IVème Internationale est réduite à son programme, c'est à dire à une idée. D'autre part la reconstruction de la IVème Internationale est envisagée comme une "activité internationale" du Spartacusbund alors que le bolchévisme, la IIIème et la IVème Internationales ont affirmé le caractère international de la classe ouvrière et donc la nécessité de construire son parti comme parti mondial (à la début, à partir d'un centre international). C'est le point commun à tous les courants qui se réclament de la IVème Internationale. En particulier l'OCI française et son organisme "international", le Comité d'Organisation basé sur la dissolution du Comité International, comme le "Comité international" du WRP anglais, se réclament de la nécessité d'une IVème Internationale basée sur le centralisme démocratique. En attendant qu'elle soit construite, ils pratiquent le fédéralisme qui couvre le téléguidage des organisations nationales par l'organisation nationale "mère". Le Secrétariat Unifié des pablistes doit pour remplir son rôle, maintenir la fiction de la IVème Internationale et donc du centralisme démocratique international, mais en réalité il a remplacé comme une expression de sa nature de confédération d'opportunistes par de nouveaux statuts, purement fédéralistes.

Pour le Spartacusbund, la IVème Internationale et le centralisme démocratique sont aussi une perspective qu'il faut construire à partir du Spartacusbund, par son

'activité internationale". Cette activité l'amène, comme par hasard, dans les "conférences internationales" organisées par Lutte Ouvrière en France, ersatz de troisième ordre de l'Internationale /après le Secrétariat unifié et le Comité d'Organisation/, où on se réunit entre gens qui ont refusé la IVème Internationale dès 1938, sans pouvoir se mettre d'accord sur autre chose que de se réunir l'année prochaine. Ce que le Spartacusbund doit constater lui-même (décembre 1974).

De cette impasse, une seule issue est possible : rompre avec l'isolement national centriste, rejoindre la reconstruction de la IVème Internationale par la préparation, ensemble avec la Ligue Internationale, de la IVème Conférence Internationale ouverte.

Il faut dire que l'évolution des militants allemands en rupture avec le pablisme a été freinée, en Allemagne comme ailleurs, par la crise du Comité International de la IVème Internationale. Celui-ci a commencé la reconstruction de la section allemande de la IVème Internationale par la constitution du groupe international Arbeiterkorespondenz. Son développement a fait un bond en avant par la campagne pour le rassemblement international de la jeunesse, convoqué sous l'égide du Comité International à Essen en 1971. Sous les mots d'ordre de la IVème Internationale, pour les Etats unis socialistes d'Europe, pour la construction de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse, plusieurs centaines de jeunes travailleurs et étudiants allemands sont venus à ce rassemblement, ensemble avec 5.000 de leurs camarades de France, des pays de l'Est et de quelques dizaines d'autres pays.

Mais le développement même du Comité International, exprimé notamment par le rassemblement d'Essen, a accentué les problèmes non résolus et a approfondi la crise de la IVème Internationale au sein même du C.I.. Cette crise a traversé d'une manière aiguë l'organisation allemande du C.I.. La scission du Comité International, perpétrée par sa section de Grande-Bretagne /la SLL, aujourd'hui WRP/ a été précédée par celle du groupe IAK, organisée par la direction de la SLL, toutes les deux comme des manœuvres sans principe destinées à éviter la discussion. La direction de l'OCI et dans sa dépendance le groupe allemand ont par la suite évolué vers la dissolution du Comité International et son remplacement par un organisme hétérogène liquidateur. La reconstruction de la IVème Internationale étant repoussée sans date, la construction de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse abandonnée, l'OCI et IAK et le Comité d'Organisation ont abandonné la continuité de la IVème Internationale, qu'ils ont remplacé par une idée, le Programme, et par des organisations nationales. Contre l'opposition principale de la "Fraction Internationale pour le maintien et le développement du Comité International", dont la lutte a préparé la naissance de la Ligue Internationale, les opportunistes ont ainsi pris la même position centriste dans la question de l'Internationale que le Spartacusbund et d'autres militants en rupture avec le pablisme. Les opportunistes évoluant vers la droite s'opposent ainsi à l'évolution vers la gauche des militants expablistes, à qui ils présentent leurs propres erreurs comme du trotskysme

Pour construire le nouveau parti de la classe ouvrière, le parti révolutionnaire, pour l'enraciner dans la classe il faut donner une expression consciente au processus de rupture de larges couches de cette classe avec la politique de maintien de l'ordre bourgeois des partis traditionnels réformiste et stalinien. Cela signifie: transformer cette rupture en rupture d'avec les partis traîtres aux mêmes pour organiser les ouvriers indépendamment.

Il est impossible de le réaliser sans s'appuyer principalement sur la jeune génération qui ne porte pas le fardeau des défaites et se débarrasse plus facilement des illusions diffusées par les staliniens et les réformistes. Cette vérité est inscrite dans le programme de la IVème Internationale; la Ligue Internationale en fait l'axe principal de sa lutte pour la reconstruction de la IVème Internationale. Elle est, si on peut dire, encore plus vraie en Allemagne qu'ailleurs, étant donné la pression "traditionnelle" de l'appareil stalinien et réformiste, dont les racines remontent aux défaites de 1933 et 1945 et dont la classe ouvrière doit se libérer pour construire la nouvelle direction révolutionnaire.

C'est la pression d'une grande partie de la jeunesse travailleuse et aussi étudiante, organisée encore dans le SPD ou non, que reflètent les remous dans l'association des Jungsozialisten /JUSOs/, que le SPD a mis en place pour canaliser les aspirations politiques de la jeunesse dans le cadre bourgeois. C'est cette aspiration révolutionnaire de la jeunesse qui oblige les dirigeants des JUSOs à se mettre en opposition apparente avec la direction du SPD. Pour déterminer la valeur réelle de cette opposition, il suffit de constater que les sociaux-démocrates de "gauche" qui dirigent les JUSOs finissent toujours par céder à la pression de l'appareil bourgeois du SPD et par boucher toute issue à une mobilisation de la jeunesse contre la collaboration de classe du SPD avec la bourgeoisie. Néanmoins il serait grave de sous-estimer sa valeur d'indice de l'état d'esprit de la jeunesse. La participation massive et combative du prolétariat immigré, composé en majorité de jeunes ouvriers, aux mouvements de grève, contre la politique discriminatoire de SPD et des syndicats /dirigés par lui/ confirme elle aussi l'importance de la jeunesse dans le renouveau de la force du prolétariat allemand. Elle sera la force principale de la construction du parti révolutionnaire, à la condition que la IVème Internationale lui apporte son programme et son organisation comme centre international de la révolution. C'est ce rôle que jouait le Comité international de la IVème Internationale par la mobilisation de la jeunesse révolutionnaire qui a abouti au rassemblement d'Essen en 1971: pour la construction de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse.

Le groupe IAK, associé d'abord au Comité international, a suivi la direction de l'OCI dans la dissolution du Comité international en 1972. Il fait partie maintenant du Comité d'Organisation qui n'est pas un centre mais une couverture "internationaliste" des politiques nationales de capitulation devant les appareils bureaucratiques. La construction de l'IRJ abandonnée avec la recon-

struction de la IVème Internationale, le groupe IAK mène une politique purement Ouest-allemande. Or il est impossible de mobiliser la jeunesse, en particulier allemande, sans mettre en avant le mot d'ordre de la réunification révolutionnaire de la classe ouvrière de l'Allemagne de l'Ouest et de l'Est. L'organisation allemande du Comité d'Organisation offre au contraire à la jeunesse et au prolétariat dans son ensemble que la lutte dans le SPD et dans les syndicats que ce parti dirige, "pour contraindre le SPD à rompre avec la bourgeoisie". IAK a abandonné, comme l'OCI en France, la lutte pour un nouveau parti, indépendant des appareils réformiste et stalinien, pour le remplacer en réalité par une réforme mythique du SPD que les "cadres organisateurs" (les fonctionnaires du SPD) doivent accomplir.

Si les opportunistes ne sont pas capables de mobiliser la jeunesse pour la IVème Internationale parce qu'ils ont abandonné le centre international de sa reconstruction, les militants qui se dégagent de la crise du pabliste pour se rapprocher du programme trotskyste se heurtent au même obstacle: l'étroitesse nationale de leur politique. En rejetant les théories sur les "avant-gardes jeunes" le groupe Internationale Kommunisten Deutschlands /prédécesseur du Spartacusbund/ avait en même temps reculé devant toute mobilisation de la jeunesse sur son propre terrain. Ils l'ont remplacée par un ultimatum adressé à la jeunesse d'accepter le programme de transition comme préalable à sa mobilisation et à son organisation révolutionnaires. C'est sur cette base que les IKD se sont opposés au rassemblement d'Essen, parce que le Comité international avait commis le "péché" d'y inviter aussi les jeunes et les organisations qui n'acceptent pas encore tout le programme trotskyste mais qui sont prêts à se battre aux côtés de la IVème Internationale pour ses objectifs et mots d'ordre, pour construire une Internationale révolutionnaire de la jeunesse dont la direction revient aux trotskystes d'une manière politique et non automatique ou administrative.

Le sectarisme envers la jeunesse découle de la peur d'être débordés, dont la raison est un manque de fermeté. Seule l'organisation internationale de la IVème Internationale peut avoir la fermeté nécessaire pour construire l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse en dirigeant politiquement des milliers de jeunes travailleurs qui veulent le parti révolutionnaire international sans en avoir encore assimilé en tièrement le programme.

En faisant de l'Internationale une "perspective", en acceptant comme une étape inévitable "l'isolement national, en rejetant la continuité internationale de la IVème Internationale, le Spartacusbund, de même que les groupets qui se dégagent de la crise de la social-démocratie et du stalinisme, ne sera pas capable de mobiliser la jeunesse, donc de construire le parti révolutionnaire. En fait son nationalisme se chevauche avec le sectarisme et la peur de la jeunesse prolétarienne. La jeunesse ne se laissera pas enfermer dans un cadre national jusqu'à ce que... quelque chose sorte des "conférences internationales" de Lutte Ouvrière.

En engageant la lutte pour rassembler les

jeunes ouvriers révolutionnaires à Berlin en Juillet 1975 sous le drapeau de la IV^{ème} Internationale pour constituer l'IRL, la Ligue Internationale ouvre la seule perspective politique possible pour la jeunesse. Le mot d'ordre "Abattre le mur de Berlin" concentre la nécessité de l'unité révolutionnaire de la classe ouvrière de l'Ouest et de l'Est contre l'impérialisme et la bureaucratie. Il donne en particulier à la jeunesse ouvrière de toute l'Allemagne le but de se réunir dans la même organisation

internationale pour combattre pour l'Allemagne réunifiée des soviets, étape vers les États unis socialistes de l'Europe. Agissant ainsi comme la seule organisation représentant réellement la IV^{ème} Internationale sur la base de sa continuité comme centre international, la Ligue Internationale ouvre par là même aussi la seule issue pour les militants, groupes et organisations en rupture avec les appareils contre-révolutionnaires et leurs appendices pablistes pour sortir de l'impasse nationaliste où les enferment ces agences de la bourgeoisie.

Où va le Portugal ?

Le coup d'état manqué du 11 mars a remis au centre de l'actuelle situation internationale de la lutte des classes la question de la révolution portugaise. Cette dernière tentative de la réaction et les événements qui l'ont suivie ouvrent une nouvelle et décisive étape du processus révolutionnaire au Portugal. Processus dont l'importance dépasse, chaque jour davantage, le cadre national.

En effet, aujourd'hui l'Europe se trouve à l'aube de la révolution prolétarienne. En Espagne, la dictature franquiste totalement décomposée par l'action des masses laborieuses n'attend que le dernier assaut des travailleurs pour s'effondrer sans remède. En France, la lutte amorcée chez Renault, bastion du prolétariat français, peut devenir d'un moment à l'autre, le catalyseur du mécontentement des masses laborieuses et de la jeunesse contre le gouvernement Giscard le détonateur de la grève générale pour l'abattre. Dans les pays des conquêtes socialistes, les récents événements de Bulgarie en témoignent, à travers la résistance et la lutte ouverte des ouvriers, des intellectuels et de la jeunesse contre la domination de la bureaucratie stalinienne mûrissent les conditions de la révolution politique: après l'Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne, le tour décisif du prolétariat soviétique s'approche. De Madrid à Moscou tous les gouvernements bourgeois et bureaucratiques tremblent devant la menace de la révolution.

Et c'est contre cette menace que toutes les forces de la réaction, l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne du Kremlin, intensifient leur coopération contre-révolutionnaire. Les rencontres entre les représentants de l'impérialisme et ceux du Kremlin se multiplient. Les discours sur la "paix" et la "détente" sont leur pain quotidien. De nouveau les Fronts Populaires sont à l'ordre du jour. En Espagne comme en France, là où la bourgeoisie est incapable de trouver une issue propre à la crise de son pouvoir, l'appareil stalinien avec l'aide du réformisme met sur pied les "Juntas Démocratiques", les "Unions de la gauche" ou les "Unions Nationales" pour maintenir le gouvernement si nécessaire - la propriété des capitalistes et leur Etat. Mais, ce qui est l'essentiel dans l'actuelle situation politique à l'échelle internationale, c'est l'initiative de la mobilisation prolétarienne et la méfiance croissante des travailleurs et des jeunes envers leurs "dirigeants officiels", envers ceux qui proposent partout la même politique qui a mené la classe ouvrière du Chili à la défaite.

Le Portugal se trouve aux avant-postes de cette situation, le processus amorcé avec la chute du salazarisme en est, indiscutablement, l'expression la plus avancée. Tous les travailleurs de tous les pays, mais aussi l'impérialisme et son agence bureaucratique regardent vers Lisbonne. Ce qui se passe au Portugal constitue le premier essai de la révolution européenne. De là la portée des événements du 11 et du tournant pris par la situation politique au Portugal. Dans la préparation de l'Assemblée Constituante le gouvernement front populiste de Cunha et Soares avec les militaires est entré dans une crise ouverte. Crise qui est apparue au grand jour lors de l'affrontement entre le parti stalinien et le parti social-démocrate - soutenus par le Mouvement des Forces Armées et les Parti Populaire Démocratique respectivement - autour du projet de loi syndicale, - loi, dont l'ampleur était beaucoup plus grande: elle concernait les bases mêmes du Front Populaire et de la politique de collaboration des classes. Car, en effet, depuis le 15 Avril l'offensive des masses n'a cessé de s'approfondir: les grèves contre la situation insupportable qu'impose la crise capitaliste, la lutte des travailleurs pour "l'assainissement", les occupations de fermes par les paysans, se sont succédées sans interruption. La méfiance de la classe ouvrière et de sa jeunesse à l'égard du gouvernement et de ses partis s'est développée au rythme de ces mobilisations contre le capital. Elle s'est exprimée à travers l'effort du prolétariat de s'organiser indépendamment comme classe face à la bourgeoisie et son Etat dans les commissions élues par les travailleurs dans les entreprises. Cette méfiance s'est traduite politiquement dans la crise qui secoue les partis staliniens et réformistes au gouvernement et toutes les organisations et groupes - maoïstes, pablistes et centristes de toute sorte - qui constituent "l'aile gauche" de leur politique.

Cela ne pouvait pas être autrement. Le PCP et PS se sont compromis jusqu'au bout dans la défense des intérêts capitalistes et de l'Etat bourgeois. Dès leur arrivée au gouvernement ils n'ont fait que donner une caution "ouvrière" à la politique MFA contre les profondes aspirations des masses laborieuses et de la jeunesse: dans la répression contre les grèves, dans les décrets déclarant illégales les commissions des travailleurs et limitant le droit de grève, dans la fermeture de l'Université et l'exterminement massif des millions de jeunes de leurs études...

Par toute leur politique, le PC et le PS n'ont fait que tenter de briser l'indépendance de classe du prolétariat face à l'Etat capitaliste semant parmi les masses toutes les illusions possibles et imaginables envers l'armée bourgeoise et tentant d'intégrer les travailleurs - la loi syndicale récemment approuvée par le gouvernement en est la preuve éclatante - à l'Etat ennemi. Cette politique dont le but est de désorienter et diviser les travailleurs pour leur fermer la voie de la révolution, nous pouvons le dire à cette étape du processus révolutionnaire, s'est heurté à la plus grande détermination de la classe ouvrière de mener le combat pour la défense de ses acquis contre la réaction, pour conquérir ses revendications. Les mobilisations des masses contre les tentatives du coup d'Etat du 28 Septembre et du 11 mars, les manifestations désavouées par les partis au gouvernement contre la réorganisation des partis fascistes et contre les manoeuvres militaires de l'OTAN en sont la preuve. Et c'est cela, la détermination des masses, ce qui constitue l'élément essentiel de l'actuelle situation politique au Portugal. La crise des fronts populaires traduit l'affrontement entre la bourgeoisie et le prolétariat. Elle est la conséquence de son incapacité - de l'incapacité des directions stalinienne et réformiste - de démobiliser les travailleurs. Ni le prolétariat ne peut plus attendre pour aller plus loin dans la conquête de ses revendications qu'exigent l'expropriation de la bourgeoisie et la destruction de son Etat, ni la bourgeoisie ne peut plus supporter la montée des masses qui met en question sa domination de classe. La guerre civile se prépare au Portugal, nous l'avons dit tel est l'enjeu de l'actuelle situation. Dans ce cadre, la collaboration des partis traîtres au gouvernement bourgeois ne sert à la bourgeoisie que dans la mesure où, à l'ombre du Front Populaire, elle prépare activement son coup contre-révolutionnaire. Voilà la cause profonde de la crise du front populaire portugais. Les événements du 11 mars ont confirmé tout cela ouvrant l'étape décisive du processus révolutionnaire. La constitution du "Conseil de la révolution" par le MFA, organisme qui se propose de contrôler toutes les décisions du gouvernement, ne constitue nullement, comme le prétend l'appareil stalinien, un "renforcement" de la "vigilance" révolutionnaire contre les tentatives de la réaction, mais un renforcement plutôt une tentative de l'Etat bourgeois contre les masses laborieuses. L'essentiel de la réaction des militaires devant le coup d'Etat manqué ce n'est pas la farce "d'enquête contre les spinolistes", ni, non plus, la démagogie sur la "nationalisation de la banque" - qu'est-ce que signifie "nationalisation" de la banque quand les plus importants capitaux impérialistes sont respectés et quand les travailleurs sont exclus d'imposer leur contrôle? L'essentiel, c'est la peur des masses qu'exprimait l'appel du 11 au peuple de Lisbonne à "ne pas descendre dans la rue en armes", ce sont les menaces contre le mouvement ouvrier sous la forme des attaques contre les "provocateurs gouchistes". Avec le soutien ouvert de la direction stalinienne de Cunhal, les militaires se disposent à lancer la répression contre la "gauche", d'abord contre les groupes maoïstes et centristes qui, d'une façon ou d'une autre, canalisent le mouvement des militants les plus avancés et des larges secteurs de la jeunesse se détachant des appareils stalinien et réformiste. Il s'agit de réprimer toute tenta-

tive d'expression politique des travailleurs - et donc de la collaboration avec les classes.

Le contrôle des mouvements des masses par les appareils est de plus en plus précaire. Le meeting du PCP du 16 mars en fournit la preuve. Ce qui définit les rapports de la classe ouvrière avec la direction du parti ce n'est pas le fait que des millions de travailleurs se rassemblent à son appel, mais les illusions dont ils le chargent: les assistants au meeting scandaient "la seule solution, fusiller la réaction", mot d'ordre qui "gênait" visiblement les dirigeants du PCP, Cunhal ne veut fusiller personne, du moins appartenant à la réaction. En réalité, si de larges secteurs de la classe ouvrière suivent encore le PC et dans une moindre mesure le PS en les débordant à chaque pas, ce n'est pas parce que les travailleurs et les jeunes sont "d'accord" avec la politique de leurs dirigeants, mais parce qu'ils gardent encore des illusions sur leur volonté révolutionnaire en l'absence d'une alternative vraiment ouvrière et révolutionnaire, la IVème Internationale.

La bourgeoisie est consciente de la fragilité du contrôle politique des masses prolétariennes par les appareils. C'est bien pour cela que le MFA tente de renforcer son pouvoir se préparant à l'inévitable affrontement avec la classe ouvrière. Staliniens et sociaux démocrates proclament à tambour battant, "l'évolution à gauche" du MFA apportant leur soutien inconditionnel à l'évolution du gouvernement en un état fort bonapartiste. Le dernier service d'un front populaire qui a été incapable de démobiliser les travailleurs est d'aider la bourgeoisie à préparer, dans les conditions les plus favorables pour elle, l'affrontement décisif avec les masses.



INSTITUCIONALIZAÇÃO DO MFA

La signification de l'actuel tournant politique est la suivante: dans l'étape qui s'ouvre le 11 mars ce qui se prépare c'est l'affrontement le plus important entre la bourgeoisie, à travers sa principale force organisée, le MFA et le prolétariat. L'actuelle crise des partis traîtres, crise qui s'approfondit malgré leur apparente assise de masses, dessine déjà les contradictions explosives qui se développent dans ces partis et que les combats des masses

chent feront éclater. C'est dans ces combats que se jouera le sort de la révolution portugaise.

Pour mener une issue révolutionnaire à la lutte des travailleurs, pour briser les illusions des masses à l'égard de la démocratie bourgeoise, pour arracher aux partis stalinien et réformiste la direction du prolétariat et l'amener au pouvoir de ses Conseils, au Gouvernement Ouvrier - Paysan, il faut un nouveau parti. Un parti bolchevique capable d'unir les ouvriers portugais avec les prolétaires de tous les pays qui s'affrontent, comme eux le font, à l'impérialisme et à la bureaucratie du Kremlin, à leur coalition anti-ouvrière, dans la voie des Etats Unis Socialistes d'Europe et la République mondiale des Conseils ouvriers. Ce parti ne peut être que l'Internationale prolétaire qui continue les traditions révolutionnaires de Lénine et de Trotsky, ce parti ne peut être que la IVème internationale.

La Ligue Internationale de Reconstruction de la IVème Internationale a déjà engagé le combat pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire au Portugal. Un Comité de militants de la L.I.R. .I. vient de tenir -quelques semaines avant le 11- sa première conférence à Lisbonne. Sa tâche est de regrouper les premiers militants, jeunes et travailleurs autour de lui, de jeter les bases de la construction de la section portugaise de la L.I.R.Q.I.

C'est dans la jeunesse, parmi les jeunes travailleurs, lycéens, étudiants et soldats, que la IVème internationale saura trouver le principal levier de sa construction. C'est en s'appuyant sur la combativité de la jeunesse, en la mobilisant, en la rassemblant et l'organisant qu'elle forgera l'instrument de la victoire prolétarienne.

La 1ère conférence internationale pour la construction de l'Internationale Révolutionnaire de la jeunesse que la Ligue Internationale convoque dans les premiers jours du mois de Mai prochain à Paris, sa préparation militante, constitue l'axe fondamental de l'activité des trotskystes au Portugal.

Qui, par dizaines, des jeunes révolutionnaires portugais se rendront à Paris pour s'unir dans le combat pour le socialisme, avec les jeunes travailleurs et étudiants d'Espagne, de la France, des USA, des pays de l'Est, avec l'avant-garde de la jeunesse combattante qui, au Portugal, comme dans toute l'Europe, s'apprête à la lutte, se prépare à la révolution prolétarienne.

Paris, le 17 Mars 1975

Albert DIJON

* Par nos camarades hongrois nous venons d'apprendre, bien que d'une façon imprécise, que de sanglants affrontements ont eu lieu, il y a quelques semaines en Bulgarie entre des manifestants, ouvriers et jeunes et les forces de répression de la bureaucratie. Les bruits de ces événements qui, apparemment, ont coûté la vie à de nombreux manifestants, circulent malgré les efforts de la bureaucratie et le silence le plus total de la presse bourgeoise, dans les pays de l'Est.

Lettre du Comité de Liaison aux Jeunesses Socialistes de Suède

Chers camarades,

Chaque jour davantage le développement de la lutte des classes à l'échelle internationale et, particulièrement en Europe, avance dans ce sens précis: les conditions mûrissent d'une façon accélérée pour un éclatement révolutionnaire, pour le début de la révolution prolétarienne sur tout le continent.

Comment comprendre autrement la crise qui décompose tous les gouvernements bourgeois en France ou en Italie sous les coups de la mobilisation ouvrière qui se dresse contre les conséquences de la crise capitaliste?

Comment comprendre autrement la chute du fascisme au Portugal et en Grèce et l'agonie du franquisme en Espagne qui voit se dresser contre lui, pendant ces dernières semaines la plus puissante mobilisation des masses depuis la sanglante défaite du prolétariat espagnol en 1939?

Comment comprendre finalement la crise qui divise le même sommet de la bureaucratie du Kremlin?

A la base de cette crise se trouvent la résistance et la lutte des ouvriers, des jeunes et des intellectuels des pays de l'Est et d'URSS contre la politique et la domination de la bureaucratie stalinienne.

A l'Est comme à l'Ouest, malgré et contre la division du prolétariat mondial par l'impérialisme et la bureaucratie, et à travers le combat des masses laborieuses qui, depuis la grève générale de Mai-Juin 68 en France et le processus de révolution politique en Tchécoslovaquie, n'a cessé de s'accroître, annonce la révolution prolétarienne qui déclenchera sûrement la chute imminente du franquisme en Espagne.

La révolution est un facteur de désorganisation de l'ordre capitaliste, de ses Etats, et de ses institutions. Mais elle l'est aussi de tous les Partis qui se sont adaptés à la société bourgeoise et qui la défendent. C'est là la raison profonde de la crise qui traverse tout l'appareil international du Kremlin et le Parti réformiste de la IVème Internationale, surtout dans les pays où (en Suède, Allemagne et Angleterre) ces partis se trouvent à la tête de l'Etat bourgeois.

Car en effet, les ouvriers, les militants et surtout la jeunesse ouvrière qui se révolte contre la dégradation de ses conditions matérielles, culturelles et morales de vie que la décomposition de la société capitaliste lui impose, s'affronte dans son combat à la politique de ces vieilles directions, (stalinienne et socio-démocrate). Celles-là par la collaboration avec la bourgeoisie et le Front Populaire, tentent de lier la classe ouvrière et la jeunesse au maintien de l'Etat bourgeois et aux intérêts de la classe ennemie, en les menant (comme au Chili) à la défaite la plus sanglante.

La IVème Internationale continuateur du bolchévisme, a été fondée sur la base de l'expérience et les conclusions

théoriques et politiques du mouvement ouvrier international pour arracher la direction du prolétariat mondial au stalinisme et à la social-démocratie, passés définitivement du côté de l'ordre bourgeois, pour l'amener à la révolution victorieuse de ses Conseils.

Son objectif n'est pas la réforme du capital, mais sa destruction. Sa méthode est celle de la révolution ouvrière socialiste.

La Ligue Internationale de Reconstruction de la IV Internationale, qui continue le combat de Trotsky et de ses camarades, lutte à l'Est et à l'Ouest, réalisant dans son programme et dans sa réalisation l'unité de la classe ouvrière mondiale. C'est à dire l'unité de la révolution sociale contre le capitalisme, et de la révolution politique contre la bureaucratie stalinienne qui usurpe le pouvoir de la classe ouvrière dans les pays de conquêtes socialistes. Dans ce sens, la Ligue Internationale prépare consciemment dès aujourd'hui le prolétariat mondial pour la prise révolutionnaire du pouvoir. Elle le fait en délimitant à travers son intervention constante dans la lutte des classes au côté des masses laborieuses, le programme et le parti de la IV Internationale, face au stalinisme et la IIe Internationale et face aux révisionnistes du trotskisme qui soutiennent "critiquement" leur politique de collaboration avec la bourgeoisie.

De cette façon, la LIRQI prépare la 4ème Conférence Internationale ouverte qui doit proclamer l'été 1975 la IVème Internationale reconstruite.

Dans ce combat la Ligue Internationale lutte pour modifier le rapport entre la IVème Internationale et la classe ouvrière mondiale, c'est à dire pour être reconnue par le prolétariat et la jeunesse comme le seul centre mondial continuateur du trotskisme face à tous ceux qui usurpent le drapeau de la IVème Internationale pour tromper les travailleurs et les jeunes qui cherchent le nouveau Parti du prolétariat.

Ce pas (la reconstruction de la IVème Internationale), est fondamental pour que le prolétariat trouve dans son combat la nouvelle direction révolutionnaire dont il a besoin pour vaincre. Car nous savons, armé de l'expérience historique de la classe ouvrière depuis l'octobre soviétique jusqu'à nos jours, que sans la direction d'un Parti ouvrier vraiment révolutionnaire, la plus grande énergie et combativité du prolétariat se heurteront à l'Etat bourgeois et succomberont à la réaction.

Dans ce cadre, et comme élément fondamental de la bataille que développe notre parti, la Ligue Internationale combat pour la reconstruction de l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse, c'est-à-dire pour organiser et mobiliser internationalement la jeunesse ouvrière de tous les pays contre l'impérialisme et le stalinisme pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe et pour la construction du Parti mondial de la Révolution Socialiste.

Car nous sommes convaincus que seulement en nous appuyant fermement sur la combativité de la jeunesse nous pourrions entraîner l'ensemble de la classe ouvrière dans la voie de la révolution. Dans ce sens la Ligue Internationale a lancé un "appel" à la jeunesse du monde entier" (que nous vous faisons parvenir avec cette lettre à travers notre

section) et a mis sur pied un Comité International de Liaison pour regrouper les organisations de jeunes et groupes de militants et, préparer à travers la mobilisation internationale de la jeunesse pour ses objectifs, la construction de l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse. Ont déjà adhéré à ce Comité de Liaison, les Jeunesses Révolutionnaires d'Espagne et le Cercle de Jeunes Révolutionnaires de France, constitué par nos sections, sur la base de cet appel.

Le premier pas dans cette bataille sera une 1ère Conférence Internationale des Organisations Révolutionnaires de la Jeunesse que la Ligue Internationale convoque les 12-13 Avril prochain à Paris, sous le mot d'ordre central de la mobilisation de la jeunesse contre l'impérialisme et la bureaucratie, pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe et la construction de l'IRJ.

Nous vous proposons votre participation à cette Conférence en la préparant dès aujourd'hui au côté de notre section, par la diffusion de l'appel parmi la jeunesse ouvrière et étudiante de Suède et sa mobilisation autour de ces objectifs.

La jeunesse suédoise a démontré dans ces dernières années (par rapport à la révolution vietnamienne, face à la répression dans les pays de l'Est, etc...) une énorme réceptivité aux problèmes de la lutte des classes internationale, et une formidable combativité dans les luttes ouvrières.

Nous ne doutons pas de l'écho que cette bataille pour l'IRJ que nous vous proposons aura dans la jeunesse et ses organisations. Cette 1ère Conférence Internationale sera le point de départ, regroupant autour du Comité de Liaison les organisations et militants prêts à engager la lutte pour l'IRJ, pour la campagne internationale préparatoire du rassemblement que la Ligue Internationale convoque en Juillet de cette année à Berlin pour la proclamation de l'IRJ sous le "mot d'ordre" d'abattre le mur de Berlin, symbole de la division du prolétariat européen et mondial sous la domination de l'impérialisme et de la bureaucratie.

Camarades, quand sur l'arène de la lutte des classes internationale s'annonce le combat décisif entre le prolétariat et toute la réaction, quand l'impérialisme multiplie ses menaces de guerre et de barbarie contre les masses opprimées de toute la planète, aujourd'hui plus que jamais, la construction du Parti Révolutionnaire qui dirige les travailleurs jusqu'à leur émancipation est la tâche urgente de tout militant fidèle à la cause du prolétariat.

La jeunesse doit occuper le premier rang dans ce combat historique de l'humanité.

Nous sommes convaincus de votre réponse affirmative à nos propositions

Salutations communistes.

GERARD LAFONT

au nom du Comité de Liaison

Paris le 31 Janvier 1975.

BUILD THE REVOLUTIONARY YOUTH INTERNATIONAL

**DOWN
WITH
THE
BERLIN
WALL!**



SUBSCRIBE TO

The Fourth International

Central Organ of the
International League

English Edition No.1 January 1975

PRICE \$1.50